

COMMISSION DE L'INTERIEUR,
DES AFFAIRES GENERALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MARDI 25 JUIN 2013

DINSDAG 25 JUNI 2013

Après-midi

Namiddag

De vergadering wordt geopend om 16.26 uur en voorgezeten door de heer Siegfried Bracke.
La séance est ouverte à 16.26 heures et présidée par M. Siegfried Bracke.

01 Interpellation de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "la lutte contre le viol et le suivi des engagements" (n° 93)

01 Interpellatie van mevrouw Zoé Genot tot de vice-eerste minister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de strijd tegen verkrachting en de follow-up van de afspraken dienaangaande" (nr. 93)

01.01 **Zoé Genot** (Ecolo-Groen): Monsieur le président, madame la ministre, je souhaite revenir avec vous sur le problème des trop nombreuses victimes de viol en Belgique et le suivi qui y est réservé. En effet, il s'agit d'un crime loin d'être anodin et qui a d'énormes conséquences pour les personnes concernées. Pourtant, on se rend compte que ces crimes figurent rarement au "top" des agendas, que ce soit au niveau du suivi policier ou du suivi de la Justice. Dans le cas de plusieurs affaires portées à ma connaissance, les analyses ont été demandées très tardivement, on n'a pas demandé que l'on visionne les vidéos susceptibles de permettre l'identification de l'auteur des faits, les données n'ont pas été croisées, il n'y a pas eu de coordination à un niveau plus global pour voir s'il existait un modus operandi similaire.

À l'occasion du colloque consacré aux violences sexuelles qui s'est tenu le 8 mars dernier au Sénat, vous avez, avec votre collègue Mme Onkelinx, recommandé une série de mesures pour mieux lutter contre le viol. Je souhaiterais donc voir avec vous quel suivi est donné à ces recommandations sur le terrain. C'est la raison pour laquelle je vais vous poser des questions en vue de savoir quelles actions ont été entreprises pour concrétiser la recommandation, quand, avec quels types d'acteurs et sous quelle forme.

Dans la première recommandation, vous vous étiez engagée, madame la ministre, à lancer une campagne afin d'inciter les victimes à porter plainte. On sait qu'un des problèmes réside dans le fait que les victimes ne portent pas plainte car elles se sentent trop mal. C'est ainsi que l'on se retrouve face à un sous-rapportage et une identification trop tardive de certains violeurs multirécidivistes. Quelles actions ont-elles été entreprises pour concrétiser cette campagne? Avec quels acteurs? Quand aura-t-elle lieu? Sous quelle forme?

Vous vous êtes également engagée à réaliser une étude en vue de mieux cerner le profil des auteurs de viol et leur mode opératoire. Avez-vous chargé l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes de mener cette étude ou avez-vous désigné un autre acteur?

Vous vous êtes engagée à ce que la police fédérale, en concertation avec la magistrature et la police locale, finalise des scénarios afin de réagir promptement et efficacement contre les faits de violence sexuelle. La police fédérale a-t-elle élaboré des scénarios relatifs aux interventions lors de faits de violence sexuelle? Si oui, quels sont-ils?

Vous vous êtes engagée à introduire des normes appropriées d'accueil de la victime pouvant être évaluées périodiquement. Quelles actions ont-elles été entreprises pour concrétiser cette mesure?

Pour améliorer l'accueil et l'accompagnement des victimes par la police, des normes d'accueil ont été mises

en place par cette dernière. Vous vous êtes engagée à augmenter le nombre de formations spécifiques pour la police. Lors du colloque, il avait été question d'une formation spécifique relative aux victimes majeures destinée aux policiers de première ligne qui s'organiserait en projet pilote dans l'Académie de police de Flandre occidentale pour être étendue, après évaluation, à d'autres académies de police.

Cette formation destinée aux policiers de première ligne a-t-elle été organisée? Si oui, quand? Quand l'évaluation de ce projet pilote est-elle prévue? Les modalités d'évaluation sont-elles déjà fixées? Quel est le planning pour le suivi de ce projet?

Vous vous êtes engagée à améliorer la récolte des données en veillant à ce que la police fédérale poursuive son investissement dans l'alimentation et dans l'exploitation de la banque de données 'expert' ViCLAS (Violent Crime Linkage Analysis System). Vous parlez de finaliser la circulaire commune avec votre collègue ministre de la Justice concernant la recherche de liens potentiels entre les agressions à motivation sexuelle ou violente. Quelles actions ont-elles été entreprises pour concrétiser cette mesure? La circulaire commune est-elle finalisée?

Vous vous êtes engagée à améliorer les conditions de l'audition de la victime et à encourager le recours aux auditions vidéofilmées. Vous parlez de réfléchir avec votre collègue en charge de la Justice en vue de procéder à des aménagements de locaux équipés de moyens techniques permettant de procéder systématiquement à des auditions vidéofilmées. Quelles actions ont-elles été entreprises pour concrétiser cette mesure? Où en est la réflexion avec la ministre Turtelboom sur cette question?

Vous vous êtes engagée à mettre en place un réseau de policiers de référence spécialement chargé des enquêtes liées à la violence sexuelle qui pourrait s'organiser par arrondissement. Ce réseau de policiers de référence a-t-il été mis en place? Comment les membres de ce réseau s'organisent-ils?

Toutes ces mesures seront intégrées dans le groupe interfédéral 'Violence sexuelle' qui sera chargé d'établir un plan d'action national sur les viols et attentats à la pudeur. Qui constitue ce groupe interfédéral? À quelle date ont eu ou auront lieu les réunions? Quelles actions ont-elles été entreprises pour concrétiser ce plan d'action?

01.02 Joëlle Milquet, ministre: Monsieur le président, avant de commencer, j'aimerais dire à un membre du parti Ecolo que je réponds à toutes les questions qui me sont adressées. Avec Annemie Turtelboom, nous sommes les ministres les plus questionnées chaque semaine. Je suis aussi vice-premier ministre et, hélas, nous devons constituer des budgets! Dès lors, quand je ne viens pas en commission, ce n'est jamais de mon gré; c'est parce qu'en tant que vice-premier ministre, je travaille ailleurs! En moyenne, je travaille 18 heures par jour, les samedis et dimanches compris.

Je déteste ce genre de polémique! En général, quand je demande à travailler en commission le vendredi, personne ne vient. Je peux travailler le vendredi, je peux participer à des commissions le soir, même le samedi et le dimanche, si vous voulez!

Je suis vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur et je vous signale que nous devons trouver 3 milliards pour le pays! Dès lors, quand nous sommes en conclave budgétaire, je n'ai pas encore la capacité de me dédoubler.

On peut me critiquer sur tout ce que l'on veut, mais ma disponibilité et mon travail représentent 180 % de mon temps. En tant que vice-premier, je dois parfois négocier un budget, la nuit y compris, et je ne peux donc simultanément me trouver en commission. J'en suis vraiment désolée. Je le dis et je le dirai publiquement, mais je trouve ce type d'attaque insupportable!

À présent, je réponds à votre question.

Vous me demandez, à propos d'engagements pris voilà trois mois, de vous présenter des résultats; en un tel délai, beaucoup peut se faire, mais il est impossible de refaire le monde. Je vous répondrai néanmoins point par point car, quand je prends des engagements, je m'y tiens. C'est valable tant pour les projets de loi que pour mes actions politiques!

En ce qui concerne la campagne incitant les victimes à porter plainte, le directeur des relations internes de la police fédérale a été chargé de concevoir, en concertation avec l'Institut pour l'égalité des hommes et des

femmes, un plan de communication de campagnes et d'actions concrètes. Il sera présenté en juillet et les premières actions doivent avoir lieu à la rentrée - le but est d'inciter les femmes à oser porter plainte - dans le cadre des budgets qu'on a bien voulu nous laisser.

Pour ce qui est de l'étude visant à mieux cerner le profil des auteurs et leur mode opératoire, nous avons lancé avec l'Institut une étude exploratoire pour générer les résultats ciblés qui permettront de mieux cerner les auteurs de viols. Cette étude s'appuiera sur l'analyse stratégique relative aux violences sexuelles au sein de la Direction générale de la police judiciaire que j'avais demandée dans le cadre du colloque. L'appel d'offres est, dès lors, préparé et lancé. Nous espérons des réponses et ainsi pouvoir commencer à la rentrée. Dans ce domaine aussi, le travail est fait.

En ce qui concerne les scénarios de réaction rapide, la Direction générale de la police judiciaire a rassemblé, dans un premier temps, toutes les initiatives locales intéressantes (Anvers, Louvain). Ils ont donc tout d'abord effectué un travail de recensement. À présent, ils sont dans la phase de rédaction, afin que nous disposions d'un manuel pédagogique qui reprenne l'ensemble des différentes mesures. Il sera publié pour la fin de l'année. Les traductions, la relecture, l'impression, l'appel d'offres, etc., nous amèneront à la fin de l'année.

Eu égard aux normes d'accueil appropriées, elles doivent être évaluées périodiquement. Cette fonction d'accueil est une fonctionnalité de base de la police. Elle doit être exécutée de manière exclusive par un membre du cadre opérationnel. Nous l'avons rappelé lors du colloque, des points d'accueil sont également assurés par des membres civils.

Comme stipulé dans la circulaire GPI 58 concernant l'assistance policière aux victimes, il est essentiel que chaque membre du personnel dispose des aptitudes professionnelles requises pour être le plus efficace et le plus humain possible dans ce rapport.

Le groupe de travail qui a été mis sur pied est occupé à finaliser le projet de formation spécifique pour les membres du personnel civil qui assurent ces points d'accueil et doit être soumis pour agrégation à la Direction de la formation de la police fédérale à la rentrée. Ce projet est donc prêt et doit encore être agréé pour septembre.

J'ai également décidé de sensibiliser les chefs de corps des zones de police du territoire aux normes d'accueil. Un mémo destiné au personnel d'accueil, tant le personnel du cadre que le personnel civil, est également en cours d'élaboration par le même groupe.

En ce qui concerne l'augmentation du nombre de formations spécifiques destinées aux policiers de première ligne, nous avons - en accord avec certaines académies - augmenté notre offre. L'Académie de police de Flandre orientale propose désormais une formation spécifique relative aux victimes majeures en matière de violences sexuelles, dont l'évaluation est en cours. Deux sessions ont été organisées à ce jour.

Sur cette base, le groupe de travail qui traite de la problématique de l'accueil et de l'assistance aux victimes finalise le contenu des formations destinées, cette fois-ci, aux policiers de première ligne, en collaboration avec la cellule stratégique de la Direction de la formation de la police fédérale.

En outre, un projet de formation à l'entretien cognitif des enquêteurs est actuellement testé au Service des sciences du comportement de la police fédérale.

Quant à la circulaire ViCLAS (Violent Crime Linkage Analysis System), le projet de circulaire finalisé a été signé par la ministre de la Justice et le signataire est chez moi depuis hier. Nous allons présenter collectivement cette longue circulaire touchant à la discrimination et à la problématique de la violence, la semaine prochaine si nous en avons le temps.

À propos des conditions d'audition de la victime, le Service des sciences du comportement de la police fédérale analyse pour le moment les différentes pistes d'amélioration. Outre le projet de formation à l'entretien cognitif, il y a parfois l'utilisation d'autres types de techniques et la constitution d'un réseau d'auditionneurs spécialisés, à l'instar de ce qui se passe pour l'audition des mineurs victimes et témoins. C'est ce sur quoi ils travaillent pour le moment.

La Direction de la police judiciaire fédérale et une des cellules spécialisées en matière d'agression et de

violence travaillent aussi, comme vous l'avez suggéré, à la constitution du réseau de policiers de référence chargés des enquêtes liées à la violence sexuelle, en coordination notamment avec le procureur général de Liège et en collaboration avec les polices locales qui sont les premières concernées.

Nous diffusons déjà des *newsletters* destinées aux services déconcentrés de la police judiciaire afin de sensibiliser les enquêteurs au phénomène des violences sexuelles et à la question d'audition des victimes. Le réseau des policiers de référence en lien avec le procureur général se met en place.

S'agissant du groupe interfédéral, comme vous l'avez vu, nous nous sommes mobilisés voici quinze jours. Nous avons achevé la Conférence interministérielle à propos du renforcement du plan d'action contre la violence envers les femmes. Comme je m'y étais engagée, nous avons décidé d'étendre ce plan – qui était réservé aux victimes de violences commises par le partenaire – à la sphère publique. Je pense au viol, au harcèlement, à l'attentat à la pudeur, etc. Le groupe est bien en place, même si nous n'avons annoncé officiellement sa constitution qu'en juin. Il conduit ses travaux afin de définir les mesures à prendre à court terme pour prévenir la violence sexuelle. Il s'agit aussi de suivre les nouveaux volets qui sont désormais intégrés au plan.

Nous avons renforcé la cellule "Diversité" de la police, au sein de laquelle les agents féminins sont très actifs pour en assurer le monitoring. Dans mon département, quelqu'un a été chargé de garantir ce suivi et travaille en ce sens avec la cellule "Égalité des chances", en particulier dans le domaine de l'égalité homme-femme.

01.03 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Monsieur le président, madame la ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Cela dit, pour ce qui concerne la polémique, vous n'étiez pas la plus visée. Mais vous devez savoir qu'il y a eu énormément de réorganisations dans ce parlement. C'est ainsi qu'il est arrivé que toutes les commissions du mercredi après-midi soient annulées au dernier moment en raison de la tenue d'une séance plénière. Pour ce qui concerne la ministre de l'Emploi, cent questions sont en attente depuis avril.

01.04 Joëlle Milquet, ministre: Mais elle n'est pas vice-première ministre!

01.05 Zoé Genot (Ecolo-Groen): C'est l'ensemble de ces modifications qui, à moment donné, a conduit à un certain niveau d'exaspération.

01.06 Joëlle Milquet, ministre: La dernière commission de l'Intérieur s'est réunie le 5 juin dernier. Seule une petite vingtaine de questions restaient en suspens.

01.07 Zoé Genot (Ecolo-Groen): Madame la ministre, vous n'étiez pas spécifiquement visée.

Pour en revenir au suivi des engagements en matière de lutte contre le viol, je voudrais dire que je suis très satisfaite des réponses qui m'ont été données.

À l'entame de cette législature, lors de notre premier échange, je vous ai dit que j'espérais que l'on pourrait avancer significativement dans ce dossier. Aujourd'hui, je constate que si toute une série de points pouvaient se concrétiser, ils pourraient réellement influencer le suivi des pratiques sur le terrain. J'espère donc que les choses vont continuer à évoluer de la sorte et que nous connaissons les premiers effets en termes statistiques avec un plus grand nombre d'élucidations des affaires de viol. En effet, il s'agit d'une problématique qui le vaut bien.

Cela dit, j'ai déposé une motion de recommandation qui ne devrait pas vous poser de grands problèmes puisqu'il y est stipulé que le parlement demande au gouvernement de donner une priorité au suivi des plaintes de victimes de viol.

01.08 Joëlle Milquet, ministre: Cela ne me pose pas de problème, mais il me semble que cela relève plutôt de la compétence de la ministre de la Justice.

Motions
Moties

Le **président**: En conclusion de cette discussion les motions suivantes ont été déposées.
Tot besluit van deze bespreking werden volgende moties ingediend.

Une motion de recommandation a été déposée par Mme Zoé Genot et est libellée comme suit:
"La Chambre,
ayant entendu l'interpellation de Mme Zoé Genot
et la réponse de la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances,
demande au gouvernement
de donner une priorité au suivi des plaintes des victimes de viol."

Een motie van aanbeveling werd ingediend door mevrouw Zoé Genot en luidt als volgt:
"De Kamer,
gehoord de interpellatie van mevrouw Zoé Genot
en het antwoord van de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen,
vraagt de regering
de opvolging van de klachten van slachtoffers van verkrachting als een prioriteit te beschouwen."

Une motion pure et simple a été déposée par Mme Marie-Martine Schyns.

Een eenvoudige motie werd ingediend door mevrouw Marie-Martine Schyns.

Le vote sur les motions aura lieu ultérieurement. La discussion est close.
Over de moties zal later worden gestemd. De bespreking is gesloten.

Vraag nr. 17972 van mevrouw Fernandez Fernandez is uitgesteld. De samengevoegde vragen nrs 18108 van de heer Logghe en 18121 van mevrouw Slegers zijn uitgesteld. De samengevoegde vragen nrs 18160 van de heer Logghe, 18174 van mevrouw Slegers, 18196 van de heer Degroote en 18248 van de heer Thiébaud zijn uitgesteld. Vraag nr. 18154 van de heer Van den Bergh is ook uitgesteld. De samengevoegde vragen nrs 18161 van de heer Logghe en 18215 van de heer Van Esbroeck zijn eveneens uitgesteld.

Vraag nr. 18234 van de heer Thiébaud slaan wij voorlopig over.

Vraag nr. 18251 van de heer Van Esbroeck is uitgesteld.

02 **Vraag van de heer Ben Weyts aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de betaling van de verwijderingsvergoeding van de politiediensten op internationale missie" (nr. 18262)**

02 **Question de M. Ben Weyts à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "le paiement de l'indemnité d'éloignement des services de police en mission internationale" (n° 18262)**

02.01 **Ben Weyts (N-VA)**: Mijnheer de voorzitter, ik kan me nog amper herinneren waarover het gaat. Het is dermate lang geleden dat ik die vraag heb ingediend! Ze betreft de verwijderingsvergoeding, waarover ik uw voorgangers bij herhaling heb ondervraagd, meer bepaald over het uitblijven van de betaling van de verwijderingsvergoeding aan personeelsleden van de politiediensten op internationale missie.

Die problemen blijven maar opduiken. Politie mensen worden uitgestuurd naar het buitenland en hun wordt dan een vergoeding in het vooruitzicht gesteld. Als het erop aankomt die vergoeding te betalen, blijken stelselmatig de federale overheid en uw diensten in gebreke te blijven. Men meldt mij dat al sinds begin dit jaar verscheidene politie mensen die op internationale missie in Afghanistan en Kosovo actief zijn met gevaarlijke opdrachten – zeker inzake Afghanistan spreekt dit voor zich – de supplementaire vergoeding die hen beloofd werd en waarop zij recht hebben, nog altijd niet gekregen hebben. Na overleg met een delegatie van het CGI is gebleken dat de betaling van de vergoeding een achterstand kan oplopen. Zelfs werd meegedeeld dat helemaal niet in een budget is voorzien.

Ten eerste, kunt u bevestigen dat de betalingen voor de internationale missies, zoals beschreven in de ministeriële besluiten, nog niet werden voltrokken?

Ten tweede, hebt u reeds contact gehad met de dienst begroting over de stand van zaken met betrekking tot de uitbetaling van de achterstallige verwijderingsvergoedingen voor de verschillende internationale missies?

Ten derde, zo ja, wat is de oorzaak van het uitblijven van deze betalingen?

Ten vierde, wat is de betalingsachterstand in globo?

Ten vijfde, wat is de grootste betalingsachterstand?

Tot slot, hoeveel politiemensen en in welk land zijn het slachtoffer van de betalingsachterstand?

02.02 Minister **Joëlle Milquet**: De verwijderingsvergoedingen voorzien in het koninklijk besluit van 11 juli 2002 werden wel degelijk tijdig betaald aan de personeelsleden op missie in Kosovo in 2012. De betalingen van het personeel dat in Afghanistan werd ingezet, maken het voorwerp uit van een regularisatiedossier dat de betrokkenen eind 2012 hebben ingeleid naar aanleiding van een administratieve fout die ze zelf hadden gemaakt in de maandelijkse verslagen van de missie. Dit dossier werd nagenoeg afgerond.

Andere betalingsachterstanden zijn te wijten aan administratieve redenen, vaak omwille van verkeerd ingevulde aanwezigheidsfiches. In dit geval is het dossier door de inspecteur van Financiën aanvaard en wordt het dus terug naar de diensten gestuurd.

Tijdens de CIVPOL-vergaderingen waren er regelmatig contacten tussen de federale politie en de FOD Buitenlandse Zaken. Zodra de inspecteur van Financiën zijn advies over een versnelde procedure, zijnde de opstelling van een enkel koninklijk besluit in de plaats van twee, aan de federale politie heeft gegeven, zullen mijn diensten met Buitenlandse Zaken contact opnemen. De snellere opmaak van een planning van de inzet zal centraal staan in het debat. Het koninklijk besluit is bijna klaar.

In 2013 is de betalingsachterstand toe te schrijven aan de achterstand van de FOD Buitenlandse Zaken in de opmaak van de planning van de inzet en bijgevolg van het dossier dat moet leiden tot het opstellen van het koninklijk besluit. De nieuwe missie in Niger moet binnenkort worden betaald.

De grootste betalingsachterstand is een totaal van 46 000 euro aan vergoedingen verschuldigd aan de deelnemers van de missie in Niger.

Momenteel worden alle personeelsleden die in 2013 op missie zijn door dit probleem getroffen. Die personeelsleden op missie zijn als volgt te verdelen: 17 voor de Balkan, 4 voor Centraal-Afrika, 7 voor Noord- en West-Afrika en 2 voor het Midden-Oosten. Ik zal binnenkort met mijn collega van Buitenlandse Zaken overleggen om een duurzame oplossing te vinden en voor de laatste betaling te zorgen.

02.03 **Ben Weyts** (N-VA): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord. Het zijn immers net die mensen die in de meest penibele omstandigheden actief zijn. Ik hoop dus dat uw engagement bewaarheid wordt en dat u daadwerkelijk hard maakt wat u net hebt gezegd. Daarop hoop ik ten stelligste, want het is een steeds terugkerend probleem waarmee uw voorgangers ook werden geplaagd.

Ik hoop dat ik u binnen enkele maanden niet opnieuw over hetzelfde onderwerp moet ondervragen.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Vraag nr. 18329 van de heer Devin wordt uitgesteld. Vraag nr. 18373 van mevrouw Dierick wordt in een schriftelijke vraag omgezet.

03 **Vraag van de heer Ben Weyts aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de oproepingsbrieven in kanton Sint-Genesius-Rode"** (nr. 18389)

03 **Question de M. Ben Weyts à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "les convocations électorales dans le canton de Rhode-Saint-Genèse"** (n° 18389)

03.01 **Ben Weyts** (N-VA): Mevrouw de minister, op algemene aanvraag, tot grote hilariteit van de zaal en

tot grote vreugde van de minister zal ik inderdaad het woord tot de vergadering richten. Ik zal het, mocht het u betamen, over de oproepingsbrieven in Sint-Genesius-Rode voor de komende federale verkiezingen hebben.

Tijdens de besprekingen van de BHV-wetteksten heeft de heer Verherstraeten heel duidelijk verklaard dat het koninklijk besluit inzake de taalwetgeving zal worden gerespecteerd. Hij alludeerde op het besluit van 31 mei 2013 tot vastlegging van het speciaal model van oproepingsbrief die gericht moet worden aan de kiezers ingeschreven op de kiezerslijst van de gemeenten van het kieskanton Sint-Genesius-Rode. Hij stelde daaromtrent heel duidelijk dat de vigerende taalwetgeving zal worden gerespecteerd.

In het koninklijk besluit in kwestie staat echter geen uitleg over de taal waarin de oproepingsbrief zal worden verstuurd. De bewuste oproepingsbrief heeft al vele keren aanleiding gegeven tot problemen, niet alleen in Sint-Genesius-Rode maar ook in alle andere faciliteitengemeenten.

De zaak is essentieel. De kwestie is immers voor iedereen in de faciliteitengemeenten en bij uitbreiding voor heel politiek België van groot belang. Vóór het besluit hebt u immers geen uitleg gegeven.

Ten eerste, bevestigt u de uitspraak van staatssecretaris Verherstraeten?

Ten tweede, is het duidelijk welke vorm de oproepingsbrief zal aannemen?

Ten derde, komt er een eentalig Nederlandstalige oproepingsbrief met Franstalige vertaling op individuele aanvraag, zoals de gangbare interpretatie aan Vlaamse zijde was? Het betreft de interpretatie van de zogenaamde omzendbrief-Peeters. Worden de oproepingsbrieven daarentegen volgens de desgevallend geregistreerde taalaanhorigheid verstuurd of worden in het andere geval de oproepingsbrieven onmiddellijk tweetalig verstuurd?

03.02 Minister **Joëlle Milquet**: Mijn departement stuurt aan de gemeenten geen onderrichtingen over de oproepingsbrieven. De gemeenten moeten bij het versturen van de oproepingsbrieven de wettelijke vereisten van de taalwetgeving naleven.

Er bestaat overigens de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, die tot taak heeft over de toepassing van de taalwetgeving te waken. In de uitoefening van haar wettelijke opdracht brengt de commissie de regering op de hoogte van alle suggesties en opmerkingen die zij na gedane bevindingen nodig acht. Tevens kunnen de ministers de commissie raadplegen over alle zaken van algemene aard in verband met de toepassing van de taalwetgeving.

Het koninklijk besluit van 21 mei 2013 tot vastlegging van het speciaal model van oproepingsbrief die gericht moet worden aan de kiezers ingeschreven op de kiezerslijsten van de gemeenten van het kieskanton Sint-Genesius-Rode voor de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, respecteert de wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken. Ik heb daarover verder niets te zeggen.

03.03 **Ben Weyts** (N-VA): De vraag is heel duidelijk, mevrouw de minister. Worden die brieven eentalig in het Nederlands verstuurd, ja of nee?

03.04 Minister **Joëlle Milquet**: (...) en iedereen kent de wetgeving in ons land.

03.05 **Ben Weyts** (N-VA): Is het zo'n moeilijke vraag? Ik vraag u of de oproepingsbrieven eentalig in het Nederlands verstuurd worden, ja of neen? U hebt de keuze, ja of neen.

03.06 Minister **Joëlle Milquet**: Elke gemeente kent, meen ik, de wetgeving in ons land. Ik heb de betrokken wetten vermeld. Het wettelijk kader is tamelijk duidelijk.

03.07 **Ben Weyts** (N-VA): Zegt u nu ja of neen?

03.08 Minister **Joëlle Milquet**: Ik heb geantwoord.

03.09 **Ben Weyts** (N-VA): U bent de bevoegde minister. Ja of neen?

03.10 Minister **Joëlle Milquet**: Elke gemeente kent ons wettelijk kader.

03.11 **Ben Weyts** (N-VA): U zegt niet ja of neen. Dus u laat aan elke gemeente de vrijheid ter zake te beslissen?

03.12 Minister **Joëlle Milquet**: Ik moet u de wetten inzake taal toch niet voorlezen.

03.13 **Ben Weyts** (N-VA): Wat wordt het dan? Zegt u: neen, de gemeenten mogen niet interpreteren? Wat wordt het dan: ja of neen?

03.14 Minister **Joëlle Milquet**: U kent de inhoud van onze verschillende federale wetten over het taalgebruik. (...) (zonder micro)

03.15 **Ben Weyts** (N-VA): Mevrouw de minister, als een faciliteitengemeente u vraagt in welke taal zij de oproepingsbrieven moet versturen, wat is dan uw antwoord?

03.16 Minister **Joëlle Milquet**: Ik ben niet bevoegd voor zulke aanbevelingen. Iedereen kent onze wetten.

03.17 **Ben Weyts** (N-VA): U bent niet bevoegd?

03.18 Minister **Joëlle Milquet**: Voor aanbevelingen (...)

03.19 **Ben Weyts** (N-VA): U bent wel bevoegd.

03.20 Minister **Joëlle Milquet**: Ik heb geen aanbevelingen gedaan.

03.21 **Ben Weyts** (N-VA): U verklaart zich onbevoegd. Dat is ook nieuws.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: De samengevoegde vragen nrs 18405 van de heer Jambon en 18738 van de heer Degroote worden uitgesteld.

04 Samengevoegde vragen van

- de heer **Kristof Waterschoot** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "gewapende bewakers op schepen" (nr. 18409)

- de heer **Jan Van Esbroeck** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "Belgische reders die het wachten op gewapende bewakers beu zijn" (nr. 18508)

04 Questions jointes de

- M. **Kristof Waterschoot** à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "des gardes armés à bord de navires" (n° 18409)

- M. **Jan Van Esbroeck** à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "les armateurs belges qui en ont assez d'attendre des surveillants armés" (n° 18508)

Vraag nr. 18508 van de heer Van Esbroeck wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

04.01 **Kristof Waterschoot** (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, begin 2013 werd de wet houdende diverse bepalingen in de strijd tegen de piraterij van kracht. Deze wet houdt heel eenvoudig in dat, conform een internationale trend, ook op schepen onder Belgische vlag privébewakers toegelaten worden. De sector drong reeds heel lang aan op dat wetsvoorstel. Het heeft er vooral mee te maken dat hoe langer hoe meer eigenaars van ladingen weigeren om schepen te gebruiken waarop die bewakers niet aan boord zijn, los van de bescherming van het personeel aan boord. België doet daarmee niets abnormaals, het is van toepassing in een heleboel landen, zoals Noorwegen, Zweden, Spanje en Luxemburg.

Op een vergadering met de reders is gebleken dat het na bijna zes maanden nog steeds wachten is op de daadwerkelijke mogelijkheid om die gewapende bewakingsagenten in te zetten aan boord van Belgische

schepen. Er werd op die vergadering een beetje in uw richting gekeken, er zouden nog dingen achter zijn.

Vergissen zij zich of is dat juist? Moeten er nog initiatieven genomen worden? Welke initiatieven moeten er dan genomen worden? Kunt u mij enige toelichting geven wanneer die dan zullen genomen worden?

04.02 Minister **Joëlle Milquet**: Mijnheer de voorzitter, de wet is op 30 januari 2013 in werking getreden en noodzaakt in totaal zeven uitvoeringsbesluiten, die voor advies werden voorgelegd aan de Raad van State. Vier ervan zijn volledig en werden reeds ondertekend. Over de drie andere heeft de Raad van State nog geen advies uitgebracht. Ik wacht op het advies voor deze drie koninklijke besluiten en daarna zal het in orde zijn.

De wet kent twee regimes, een definitief regime dat in werking treedt vanaf het ogenblik dat alle uitvoeringsbesluiten van kracht zijn, en een overgangsregime dat de rederij toelaat in afwachting daarvan een beroep te doen op maritieme veiligheidsondernemingen.

Voorlopig is dit overgangsregime van kracht. De eerste aanvragen hiervoor dateren van april 2013. Deze dossiers zijn volledig en worden eerstdaags ter beslissing aan de Ministerraad voorgelegd. Een dossier dat werd ingediend in juni 2013, is nog onvolledig.

Ik kan u verzekeren dat mijn administratie en ikzelf alles in het werk stellen om zo snel mogelijk uitvoering te verlenen aan deze wet. Binnen één maand zullen wij de laatste koninklijke besluiten kunnen publiceren.

04.03 **Kristof Waterschoot** (CD&V): Mevrouw de minister, ik zou u en uw diensten alleen maar willen vragen om echt wel goede afspraken te maken over de timing als er sprake zou zijn van een vertraging bij de Raad van State. Er worden op dit moment schepen uitgevlagd naar exotische vlaggen omdat de reders niet anders kunnen omdat zij anders niets meer kunnen doen.

Uw antwoord stelt mij absoluut tevreden, maar ik zou u willen vragen om iedereen wat aan het haar te trekken en tegen de schenen te stampen om vooruitgang te krijgen in dit dossier.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 18234 van de heer Thiébaud wordt uitgesteld. Vraag nr. 18415 van mevrouw Dierick wordt omgezet in een schriftelijke vraag. Vraag nr. 18416 van de heer Degroote wordt uitgesteld, evenals vraag nr. 18471 van mevrouw Dumery. Vraag nr. 18480 van mevrouw Jadin wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

05 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de stijging van het aantal samenlevingscontracten" (nr. 18482)
- de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de toename van het aantal afgelegde verklaringen van wettelijke samenwoning in verhouding tot het aantal voltrokken huwelijken" (nr. 18550)

05 **Questions jointes de**

- M. Peter Logghe à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "la hausse du nombre de contrats de vie commune" (n° 18482)
- M. Peter Logghe à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "l'augmentation du nombre de déclarations de cohabitation légale par rapport au nombre de mariages célébrés" (n° 18550)

05.01 **Peter Logghe** (VB): Mevrouw de minister, via een schriftelijke vraag heb ik u een tijd geleden gevraagd naar de evolutie van het aantal huwelijken dat in België wordt afgesloten, alsook die van het aantal echtscheidingen, het aantal samenlevingscontracten en dergelijke. De cijfers tot en met 2012 volgden de maatschappelijke evolutie vrij dicht: 106 000 huwelijken in 2008 en 91 000 in 2012. Dat is dus een stuk minder.

Het aantal samenlevingscontracten steeg in dezelfde periode van 64 000 naar 68 000. In Vlaanderen zijn huwelijken iets populairder, terwijl in het Waals Gewest in verhouding meer samenlevingscontracten worden

afgesloten. Tot daar valt er niets wereldschokkends op te merken. De cijfers voor de eerste twee maanden van 2013 zijn echter bijzonder opmerkelijk, bepaald verontrustend zelfs. Tegenover 4 900 huwelijken werden er 15 000 samenlevingscontracten afgesloten. Dat zijn er dus driemaal meer, wat enorm veel is. Wat is hier aan de hand?

Ik heb de volgende vragen, mevrouw de minister.

Ten eerste, bevestigt u de cijfergegevens voor de eerste twee maanden van 2013? Zijn er ondertussen al cijfers voor de eerste vier of vijf maanden van 2013? Wordt dat cijfer bevestigd?

Ten tweede, hebt u een verklaring voor de bijzonder sterke stijging, of moet men zeggen de verontrustende stijging, van het aantal samenlevingscontracten in de eerste twee maanden van 2013?

Ten derde, zijn er, wat de stijging van het aantal samenlevingscontracten betreft, ook duidelijke regionale verschillen tussen het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest?

Ten vierde, vorig jaar werden maatregelen goedgekeurd om de controle op schijnhuwelijken te versterken. Van de kant van de magistratuur werd toen opgemerkt dat mensen die de bedoeling hadden een verblijfsvergunning in dit land vast te krijgen het steeds vaker zouden zoeken in de samenlevingscontracten, waarop minder of helemaal geen controle bestond. Is dat de reden, mevrouw de minister? Als dat de reden is, welke maatregelen zult u dan nemen?

Ik ga onmiddellijk over tot mijn volgende vraag. Zou die evolutie verband kunnen houden met de wijziging van de regels inzake gezinshereniging door de wet van 8 juli 2011, die in werking trad op 22 september 2011?

Bij hoeveel van die huwelijken en vooral bij hoeveel van die verklaringen van wettelijke samenwoning was minstens één buitenlandse partner betrokken? Kunt u deze opsplitsing maken voor elk jaar sinds 2008? Deze vraag mag natuurlijk schriftelijk beantwoord worden.

05.02 Minister **Joëlle Milquet**: Ik heb hier een schriftelijk antwoord met het nodige cijfermateriaal. De cijfers zijn gebaseerd op een telling van het aantal individuele dossiers in het Rijksregister van de natuurlijke personen, die informatie met betrekking tot het huwelijk of de wettelijke samenwoning in het overeenstemmende informatietype bevatten. De vermelde cijfers zijn gebaseerd op de gegevens opgeslagen in het Rijksregister van de natuurlijke personen op 10 juni 2013. Ik zal niet alle cijfers voorlezen, maar ik zal ze doorgeven, met een kopie voor u en voor de diensten. U zult de nodige informatie ontvangen.

Er is ook een ontwerp van koninklijk besluit klaar. Het werd voorgelegd aan de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Er is ook de nieuwe wet, die in het Parlement op 2 juni 2013 werd goedgekeurd. Dat was een wijziging van het Burgerlijk Wetboek, goedgekeurd om op een doeltreffende manier het schijnhuwelijk en de schijnsamenwoning te bestrijden.

05.03 **Peter Logghe** (VB): Ik dank u voor uw antwoord, maar ik kan niet spreken over de volledigheid ervan. Ik zal het allemaal moeten nalezen. Bevestigen de cijfers dat het aantal samenlevingscontracten driemaal groter is dan het aantal huwelijken in de eerste vier maanden van 2013? De cijfers van de eerste twee maanden heb ik, en ik vond ze verontrustend.

05.04 Minister **Joëlle Milquet**: Ik heb de cijfers tot mei 2013. Voor het huwelijk betreft het 22 763 personen. Voor de samenwoning heb ik het verschil tussen de verschillende Gewesten: 18 000 in Vlaanderen, 10 000 in Wallonië en ongeveer 2 000 in Brussel. Het gaat dus over 22 000 voor het huwelijk en 30 000 voor de verklaring van wettelijke samenwoning.

05.05 **Peter Logghe** (VB): De trend wordt bevestigd dat het aantal samenlevingscontracten drastisch toeneemt. Op het einde van het jaar zullen wij opnieuw naar de evolutie ter zake moeten vragen.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 18486 van de heer Sampaoli wordt uitgesteld. Hetzelfde geldt voor de vraag

nr. 18506 van de heer Degroote.

06 **Samengevoegde vragen van**

- de heer Frank Wilrycx aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "het ASTRID-netwerk" (nr. 18532)

- de heer Jan Van Esbroeck aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de gebrekkige radiodekking op het natuurgebied Kalmthoutse Heide" (nr. 18576)

06 **Questions jointes de**

- M. Frank Wilrycx à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "le réseau ASTRID" (n° 18532)

- M. Jan Van Esbroeck à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "la mauvaise couverture radio sur le domaine naturel 'Kalmthoutse Heide'" (n° 18576)

Vraag nr. 18576 van de heer Van Esbroeck wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

06.01 **Frank Wilrycx** (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, deze vraag dateert van enkele weken geleden, toen het beter weer was en toen er een verhoogd brandrisico was op de Kalmthoutse Heide. De outdoorradiodekking is voor de brandweer en de andere hulpdiensten in dat interventiegebied niet voldoende. Zoals u weet, viel tijdens een grote brand in mei 2011 het systeem daar volledig uit. Ook in mei van dit jaar deden er zich daar nog tal van problemen voor met verschillende radiotoestellen, waardoor de radiocommunicatie meerdere nachten onderbroken was.

Ook op de dag van vandaag blijkt de radiocommunicatie in dat interventiegebied nog steeds niet optimaal te werken, terwijl de bedrijfszekerheid voor hulpdiensten toch essentieel is.

Mevrouw de minister, daarover heb ik de volgende vragen.

Bent u op de hoogte van dat probleem? We zijn nu twee jaar na de brand op de Kalmthoutse Heide en die problemen doen zich nog altijd voor.

Plant u maatregelen om die problemen te verhelpen, zodat het systeem naar behoren functioneert en de veiligheid ook gegarandeerd kan worden in de Kalmthoutse Heide?

06.02 Minister **Joëlle Milquet**: Mijnheer de voorzitter, het dekkingsprobleem op de Kalmthoutse Heide is een gekend probleem waarover reeds herhaaldelijk overleg heeft plaatsgevonden tussen mijn diensten, de provincie, de gemeente, de brandweer en andere hulpdiensten en ASTRID. Omdat de Heide een natuurreservaat is, worden er noch voor ASTRID, noch voor andere telecomoperatoren stedenbouwkundige vergunningen verleend. Hetzelfde probleem doet zich voor in de Hoge Venen. Alleen ASTRID-zendmasten in naburige plaatsen of gemeenten zorgen ervoor dat er op het grootste deel van de Heide mobiele radiodekking en deels ook carkitdekking is. Dat laatste betekent dekking met een draagbare portable in de carkit van een voertuig.

Concreet betekent dit dat ASTRID-communicatie mogelijk is in voertuigen en niet te voet. In 2013 is dat wel een beetje vreemd.

Op de vergadering van het raadgevend comité van gebruikers van ASTRID van 16 april 2013, waarin alle veiligheidsdiensten vertegenwoordigd zijn, werd de prioriteitenlijst besproken. De Kalmthoutse Heide viel echter niet in de hoogste prioriteitscategorie. Kalmthout kreeg de prioriteit *major* en ASTRID dient dus eerst oplossingen te vinden voor andere locaties die een hogere prioriteit kregen.

Wat de onderbrekingen op 14 en 15 mei 2013 betreft, kondigde ASTRID een software upgrade van het radionetwerk aan. Deze moest gebeuren zonder gevolgen voor de gebruikers. Ondanks de voorafgaande testen bleek tijdens de werkzaamheden dat radio's met een oude softwareversie hun verbinding met het netwerk verloren. Het volstond in dat geval om de radio's manueel opnieuw in te schakelen. Op 25 mei voerde ASTRID een routinetest uit op het oproepsysteem. Deze tweejaarlijkse test gebeurt op zaterdagvoormiddag in overleg met het RCG en wordt tijdig meegedeeld aan alle gebruikers. De effectieve service-onderbreking bedroeg minder dan tien minuten.

In het algemeen ben ik de verschillende problemen met ASTRID wat beu: het is te veel. Ik volg nu inzake

ASTRID en de andere operatoren de strategie om over enkele maanden over iets nieuws te beslissen. We kunnen niet doorgaan met de huidige situatie; we hebben iets sterkers nodig of een andere manier van werken, met misschien een totale aanpassing van het functioneren en beslissen inzake ASTRID. Zo kan het niet doorgaan. Binnen vier of vijf maanden moeten we iets totaal nieuws vinden. We hebben ook contact met andere operatoren om over nieuwe technologie te praten. Onze achterstand bij politie en brandweer is groot. We hebben iets moderners nodig voor het noodnummer 112, voor de politie en voor de brandweer. In vergelijking met de politiediensten in andere landen hebben we een grote achterstand.

06.03 Frank Wilrycx (Open Vld): Mevrouw de minister, ik denk dat veel hulpdiensten graag zullen horen dat u aan een nieuwe ontwikkeling op het vlak van ASTRID werkt, want het is inderdaad een groot probleem als zij niet bereikbaar zijn.

Ik hoor u ook zeggen dat het voor de Kalmthoutse Heide een stedenbouwkundig probleem zou kunnen zijn. Het zou misschien ook niet slecht zijn als u overlegt met de overheden die de vergunningen afleveren.

Ik hoor van de brandweer en de burgemeesters van de omliggende gemeenten immers dat dit echt een probleem is waarvoor er een structurele oplossing moet komen.

06.04 Minister Joëlle Milquet: Wij zullen een vergadering met de gemeenten organiseren.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Vraag nr. 18533 van de heer Schiltz wordt uitgesteld. Vraag nr. 18553 van de heer Frédéric wordt uitgesteld. Vragen nrs 18571, 18572, 18573, 18574 en 18575 van de heer Van Esbroeck worden uitgesteld. Vraag nr. 18587 van mevrouw Dumery wordt uitgesteld. Vraag nr. 18592 van mevrouw Galant wordt uitgesteld.

07 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "een mol bij de federale gerechtelijke politie" (nr. 18659)

07 Question de M. Peter Logghe à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "une taupe au sein de la police judiciaire fédérale" (n° 18659)

07.01 Peter Logghe (VB): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, men komt de vreemdste zaken tegen bij de federale gerechtelijke politie.

Een federale speurder bij de federale gerechtelijke politie blijkt jarenlang een mol te zijn geweest die naar alle waarschijnlijkheid politie-informatie aan het Antwerpse drugsmilieu heeft doorverkocht. Er wordt gevreesd dat de man in kwestie niet alleen politieacties heeft doorgeseind, maar ook namen van politie-informanten heeft doorgestuurd. Waarschijnlijk heeft hij zelfs informatie doorgespeeld van de politie over andere criminele activiteiten. De gevolgen zijn dan ook niet te overzien.

Ik zou het in deze mondelinge vraag niet over dit concreet dossier willen hebben, maar wel over de veiligheidsproblematiek met betrekking tot politiemensen en informanten.

Ten eerste, er rijst in de eerste plaats een veiligheidsprobleem voor de informanten van de politie. Kunt u mij zeggen, mevrouw de minister, over hoeveel personen het hierbij gaat? Op welke manier probeert de overheid de risico's zo goed mogelijk te beperken?

Ten tweede, de veiligheid van de eigen politiemensen is voor mij nog een stuk belangrijker. Op welke manier zorgt de leiding van de politie ervoor dat haar eigen mensen zo veel mogelijk buiten schot blijven? Op welke manier kan men ervoor zorgen dat namen, adressen en familiesamenstellingen niet vrij worden verspreid?

Ten derde, ik weet dat men bepaalde risico's nooit helemaal kan uitsluiten. Het risico op een mol in de eigen organisatie is een zeer moeilijk in te schatten risico, maar wordt er tijdens de opleiding voldoende gelet op mogelijke indicaties? Let men tijdens de dienst op aanwijzingen dat een en ander mogelijk verkeerd aan het lopen is? Kunt u mij inlichten over de manier waarop de indicaties in het oog worden gehouden?

07.02 Minister Joëlle Milquet: Mijnheer de voorzitter, voor de procedure van het informantenbeheer en de

vermelding van persoonsgegevens van politiemensen in gerechtelijke dossiers verwijs ik naar de gerechtelijke overheden en naar mijn collega, minister Turtelboom, die ter zake bevoegd is.

Bij de rekrutering van alle politiemensen wordt een moraliteitsonderzoek gevoerd waarbij niet enkel wordt nagegaan of de kandidaat een blanco strafblad heeft. Politieambtenaren die werken met informanten worden van nabij gevolgd door hun hiërarchie en er is uiteraard ook de sociale controle door hun collega's.

Zoals u terecht opmerkt, kunnen de risico's niet volledig worden uitgesloten, waardoor via een aantal structurele maatregelen wordt getracht deze maximaal te reduceren. Aldus beschikt elke arrondissementale FGP over een lokale informantenbeheerder, die instaat voor de coaching van de contactambtenaar van de lokale en de federale politie in het arrondissement. De selectie van de lokale informantenbeheerder gebeurt door een selectiecommissie in aanwezigheid van de nationale informantenbeheerder of diens afgevaardigde.

De NIB-officier, zijnde de nationale informantenbeheerder, is een officier van de directie van de gerechtelijke operaties van de federale gerechtelijke politie. Hij is meestal ook aanwezig bij de selectie van een contactambtenaar.

Wij hebben in het koninklijk besluit van 6 januari 2011 een aantal regels vastgelegd. Zo wordt elke fulltime CA of contactambtenaar jaarlijks door de LIB, de lokale informantenbeheerder, geëvalueerd, om na te gaan op welke manier de contactambtenaar de principes inzake de informantenwerking naleeft en toepast. Deze evaluatie komt boven op de tweejaarlijkse evaluatie die elke politieambtenaar krijgt. In principe geschieden de contacten met informanten in aanwezigheid van twee CA's of contactambtenaren.

De tekst die hier voor mij ligt, lijkt wel een wiskundige oefening.

Het koninklijk besluit blijft dus binnen de algemene filosofie van de bescherming van de fysieke, psychische en morele integriteit van de contactambtenaar.

Na elk contact, telefonisch of fysiek, dient de contactambtenaar bij de LIB of lokale informantenbeheerder onmiddellijk een schriftelijk verslag uit te brengen.

Ik heb de verschillende regels hier bij mij.

07.03 Peter Logghe (VB): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik geef toe dat de afkortingen niet altijd gemakkelijk zijn.

Gezien het aantal gevallen dat op vijf of tien jaar naar buiten komt, blijkt het aantal mollen al bij al nog mee te vallen.

Ik ben echter bang voor het vrijkomen van allerlei persoonlijke gegevens van politiemensen.

De functie is al niet gemakkelijk, maar als men bovendien dat risico nog loopt, dan wordt het voor bepaalde families zeer moeilijk. Ik ben echter blij met uw antwoord en ik volg deze aangelegenheid verder op.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

08 Vraag van de heer Peter Logghe aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "het Rampenfonds" (nr. 18660)

08 Question de M. Peter Logghe à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "le Fonds des calamités" (n° 18660)

08.01 Peter Logghe (VB): Mevrouw de minister, ik heb u, uw collega's en uw voorgangers al meerdere keren ondervraagd over het Rampenfonds, vooral omdat uitbetalingen te traag verliepen en in een aantal gevallen zelfs geen geld meer voorhanden was om ingediende en goedgekeurde dossiers uit te betalen. Ik verneem dat in 2012 bij 3 122 beslissingen voor 25,1 miljoen euro aan vergoedingen werd toegekend en dat in 2012 drie natuurrampen werden erkend. In 2013 werden al elf gevallen van uitzonderlijke weersomstandigheden als ramp erkend, voor een totaalbedrag van 8,4 miljoen euro, maar het ging dan

vooral om gevallen die zich in 2012 voordeden en in 2013 werden erkend.

Ten eerste, een van de problemen in het verleden was dat het Rampenfonds onvoldoende middelen had om schadegevallen te vergoeden. Men had het in de voorbije jaren over beschikbare bedragen tot 12 of 13 miljoen euro. Ik merk op dat de uitkeringen de jongste jaren ongeveer het dubbele bedragen, vorig jaar bijvoorbeeld 25 miljoen euro. Over welk bedrag beschikt het Rampenfonds voor 2013? Is er al een bedrag vastgelegd voor 2014?

Ten tweede, hoeveel schadedossiers van 2012 werden al vergoed? Voor hoeveel euro moeten er nog vergoedingen voor 2012 worden betaald? Zijn alle schadedossiers van 2010 en 2011 betaald?

Ten derde, als u er met het beschikbare bedrag niet geraakt, wat dan? Moet men dan opnieuw de vrij moeilijke procedure via de minister van Financiën doorlopen? Of wordt uiteindelijk op regeeringsniveau een andere procedure afgesproken?

Ten vierde, wordt het geen tijd om eindelijk ook de procedures op het veld te vereenvoudigen en te versoepelen? Burgers hebben nu drie maanden de tijd om een dossier in te dienen en bewijsstukken te verzamelen, maar dan duurt het soms jaren vooraleer de schadevergoeding ook wordt uitbetaald. Dat moet toch sneller kunnen. Wordt de procedure gewijzigd? Wanneer wordt zij gewijzigd? Staat u achter een vereenvoudiging van de vergoedingsprocedure?

08.02 Minister **Joëlle Milquet**: Inlichtingen betreffende de financiering van de Nationale Kas voor Rampenschade behoren tot de bevoegdheid van mijn collega van Financiën. Het te betalen bedrag voor de dossiers van 2012 is niet bekend. Op het ogenblik zijn niet alle dossiers voor 2012 reeds behandeld. Voor degene die reeds werden betekend, bedraagt het te betalen bedrag ongeveer 700 000 euro. Sommige dossiers uit 2010 en 2011 zijn nog in onderzoek bij de provincie. Het is dus onmogelijk om thans het voor die dossiers nog te betalen bedrag mee te delen.

De onderzoeksprocedures van de dossiers werden reeds vereenvoudigd. Het proces-verbaal van expertise wordt tegelijk met de beslissing verzonden. De beslissing wordt automatisch opgesteld door het programma dat het dossier beheert. Om de procedure nog te versnellen, zou men het aantal administratieve en deskundige personeelsleden moeten verhogen, alsook het informaticamaterieel en de lokalen, wat gezien de huidige budgettaire omstandigheden niet overwogen kan worden.

De betalingsorders worden in 95 % van de gevallen binnen 15 werkdagen doorgegeven aan de Nationale Kas voor Rampenschade. De effectieve betaling is echter onderworpen aan de bevoorrading van het Rampenfonds.

Het is dus een vraag voor mijn collega.

08.03 **Peter Logghe** (VB): Merouw de minister, ik zal in elk geval de minister van Financiën hierover ondervragen. Het valt aan een gewone burger niet uit te leggen waarom zijn schadegeval in een brandverzekeringsspolis wel kan geregeld worden binnen één, twee of drie maanden en waarom het niet binnen die termijn kan geregeld worden door het Rampenfonds, waarom dat jaren moet duren. Dat valt niet te verklaren.

U hebt zelf voor een stukje het antwoord gegeven. U zei dat u het wel ziet zitten om de procedure te vereenvoudigen, maar dat u dan personeel moet opleiden en informaticamateriaal moet aankopen, wat gezien de budgettaire toestand voorlopig niet kan. Daar ligt inderdaad voor een stuk het kalf gebonden, spijtig voor het kalf. Ik hoop in elk geval dat wij niet te veel rampen meemaken het komende jaar.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08.04 **Peter Logghe** (VB): Mijnheer de voorzitter, ik zou mijn andere vragen willen uitstellen, want anders kom ik hopeloos te laat.

De **voorzitter**: De samengevoegde vragen nrs 18661 van mevrouw Dumery en 18666 van de heer Logghe worden uitgesteld.

Vraag nr. 18673 van mevrouw Slegers wordt uitgesteld.

Vraag nr. 18674 van de heer Logghe wordt uitgesteld.

09 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Sabien Lahaye-Battheu** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "het extra budget voor slimme camera's langs de grens" (nr. 18677)

- mevrouw **Bercy Slegers** aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "een cameraschild in de Franse grensstreek" (nr. 18700)

09 **Questions jointes de**

- **Mme Sabien Lahaye-Battheu** à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "le budget supplémentaire pour des caméras intelligentes le long de la frontière" (n° 18677)

- **Mme Bercy Slegers** à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "la mise en place d'un bouclier de caméras dans la zone frontalière avec la France" (n° 18700)

09.01 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Mevrouw de minister, u hebt enkele maanden geleden aangekondigd dat veertien politiezones langs de Belgisch-Franse grens fondsen zouden krijgen voor de aankoop van zogenaamde ANPR-camera's of slimme camera's, die langs belangrijke invalswegen en in grote grenssteden kunnen worden geïnstalleerd en nummerplaten van voorbijrijdende wagens kunnen vergelijken met de nationale databank. Intussen hebben de korpschefs van negen politiezones uit West-Vlaanderen en het westen van Henegouwen samen gezeten met onder andere de gouverneur van West-Vlaanderen en de procureur, om een aantal zaken af te toetsen in het raam van een cameraschild dat er langs de grens met Frankrijk zou komen. Vandaag kreeg ik graag een stand van zaken.

Welke zijn de veertien zones die deze fondsen zullen krijgen? Wanneer zullen die bedragen beschikbaar zijn? Klopt het bedrag van 50 000 euro per zone nog altijd? Moeten die bedragen dan worden gebruikt voor de aankoop van de slimme camera's, of kunnen hiermee ook andere aankopen gebeuren in het kader van het bestrijden van de grenscriminaliteit?

Ten tweede, in welke mate is deze geldelijke inspanning gekoppeld aan het initiatief van negen zones om een cameraschild te vormen in West-Vlaanderen en het westen van Henegouwen langs de grens?

09.02 **Minister Joëlle Milquet**: Mijnheer de voorzitter, inzake de federale ondersteuning bij de criminaliteitsbestrijding in verscheidene grensstreken, heb ik eind 2012 beslist om een specifiek bedrag toe te kennen aan veertien politiezones. Die veertien politiezones worden geconfronteerd met een belangrijke stijging van de grensoverschrijdende criminaliteit, wat de toewijzing van die bedragen rechtvaardigt. Ik heb daarvan een lijst bij op papier. Het gaat om elf zones waar daden gepleegd worden door Noord-Franse daders en drie zones in Limburg, waar het om drugscriminaliteit gaat die voortvloeit uit het nieuw wietpasbeleid in Nederland.

Elk van die zones heeft een bedrag van 50 000 euro ontvangen, wat kan bijdragen tot de aankoop van ANPR-camera's die geïnstalleerd kunnen worden langs belangrijke regionale invalswegen en in grote grenssteden. Die som kan ook worden aangewend om andere maatregelen te financieren in het raam van de strijd tegen de grenscriminaliteit, maar meestal gaat het toch om ANPR-camera's.

In het nieuw concept ANPR-netwerk West-Vlaanderen is beslist om in coördinatie met de verschillende gemeenten een echt netwerk van ANPR langs de grens op te richten.

09.03 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor haar antwoord. Misschien kan ik de lijst op papier krijgen? (*Instemming*)

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Voor het verslag meld ik dat vraag nr. 18697 van de heer Van Hecke wordt uitgesteld. Vraag nr. 18699 van de heer Van Esbroeck wordt uitgesteld. Vragen nrs 18701 van mevrouw Slegers, 18837 van de heer Jadot, 18876 van de heer Weyts en 18880 van de heer Logghe worden uitgesteld. Vraag nr. 18702 van de heer Schiltz is verwezen naar een andere bevoegde minister.

10 Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "l'accès aux services de secours via les SMS" (n° 18708)

10 Vraag van mevrouw Muriel Gerkens aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de mogelijkheid om de hulpdiensten op te roepen via sms" (nr. 18708)

10.01 **Muriel Gerkens** (Ecolo-Groen): Madame la ministre, le Conseil supérieur national des Personnes handicapées a remis le 15 avril 2013 un avis sur la note conceptuelle relative à l'accès aux services des secours via un message électronique écrit (sms) pour les personnes sourdes, malentendantes et celles souffrant de troubles de la parole. Cet avis positif met néanmoins en garde contre une délimitation trop stricte du groupe cible.

Cet avis renvoie à une directive européenne, où il est question de "personnes handicapées", considérant que d'autres personnes pourraient aussi être aidées par ce moyen de communication, comme par exemple des personnes souffrant de troubles de la vue et présentes dans un environnement mal ou peu connu.

Le Conseil désapprouve aussi l'introduction d'un système fondé sur une inscription et un enregistrement préalables des personnes et propose qu'une déclaration sur l'honneur suffise. Il suggère également d'utiliser les données centralisées à la Direction générale Personnes handicapées pour éviter d'éventuels abus.

Cet avis propose enfin que la possibilité d'appeler des secours par sms soit étendue au-delà de nos frontières et que la communication autour de cette initiative soit faite le plus largement possible.

Madame la ministre, vous êtes co-compétente avec le secrétaire d'État M. Courard pour la dimension personne handicapée. Quel suivi est-il donné à cet avis? Où en sont les travaux? De quelle manière ces remarques du Conseil supérieur national des Personnes handicapées sont-elles prises en comptes ou relativisées? Comment la communication autour de ce projet, de cette réflexion s'organise-t-elle?

10.02 **Joëlle Milquet**, ministre: Monsieur le président, avec mes collègues Laurette Onkelinx et Philippe Courard, secrétaire d'État aux Affaires sociales, par lettre du 13 mars 2013, nous avons demandé un avis au Conseil supérieur national des Personnes handicapées concernant la note conceptuelle relative à l'accès aux services de secours par sms.

Dans un souci d'efficacité, il est impératif que l'envoi de sms d'urgence aux centres d'appel d'urgence ne devienne la règle et que des personnes n'appartenant pas aux groupes cibles tentent également de contacter en masse les services de secours d'urgence et en arrivent à bloquer le système. Selon nous, l'appel téléphonique doit rester la règle pour que les services d'urgence restent gérables et accessibles à tous les citoyens.

Le sms doit rester l'exception, réservé aux personnes qui en ont besoin. En premier lieu, il resterait uniquement permis aux personnes incapables d'établir un appel vocal, telles que les personnes sourdes, malentendantes et souffrant de troubles de l'élocution de contacter les services de secours par sms. Cette restriction est actuellement posée, car, contrairement à une conversation téléphonique durant laquelle il est possible de fournir des informations plus détaillées et d'échanger rapidement, la conversation par sms est nettement plus lente.

Il a donc été opté pour un pré-enregistrement des utilisateurs pour envoyer des sms aux services de secours. Cet enregistrement est également une manière d'éviter au maximum les abus.

L'avis du Conseil supérieur m'est bien parvenu. Mes services préparent actuellement une réaction à cet avis par le biais de laquelle nous souhaitons informer davantage le Conseil supérieur national des Personnes handicapées de la nécessité de travailler avec un enregistrement préalable. Cet enregistrement préalable ne doit pas nécessairement être ouvert aux seuls groupes cibles, mais la généralisation de pouvoir contacter les centres d'appel d'urgence par sms nous semble risquée.

Sans doute, pourrions-nous prévoir des exceptions lorsqu'on se trouve dans un cas d'urgence tout en ayant omis de s'enregistrer. Néanmoins, nous tenons à éviter une utilisation intensive de ce canal au risque de ne pouvoir aider ceux qui en ont essentiellement besoin.

Le Conseil supérieur doit donc garder en vue la sensibilisation maximale au pré-enregistrement, bien que

tout appel sera néanmoins pris en compte en cas d'urgence.

10.03 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen): Il n'est pas facile de trouver où mettre la balise pour éviter les abus, qui sont également possibles via l'appel téléphonique. L'appel téléphonique induit une conversation alors que l'envoi d'un sms nécessite l'attente d'une réponse; si l'on se trouve en situation de danger, il n'est pas évident de rédiger un sms.

Je voudrais insister sur la consultation des personnes sourdes. Je me suis rendu compte qu'aucune des personnes sourdes de la province de Liège n'était au courant des discussions en cours et de l'avis rendu. Les personnes sourdes âgées de plus de 25 ans ne savent majoritairement ni lire ni écrire. Il est donc important de faire de l'information directe pour voir comment organiser le système et quelles dimensions éthiques il faut prendre en compte. Une concertation physique est nécessaire avec les personnes sourdes. Mais cela dépend également du secrétaire d'État Courard.

10.04 Joëlle Milquet, ministre: Elles ont déjà été consultées.

10.05 Muriel Gerkens (Ecolo-Groen): La plupart d'entre elles ont une maîtrise particulièrement lacunaire de ce qui se dit et de ce qui s'écrit. Une communication avec une traduction gestuelle pour les informer est vraiment nécessaire car il y a souvent de l'incompréhension dans leur chef.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 18728 van de heer Jenne De Potter is uitgesteld.

*Président: Georges Gilkinet.
Voorzitter: Georges Gilkinet.*

11 Vraag van de heer Theo Francken aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "het vrijgeven van informatie uit het bevolkingsregister" (nr. 18729)

11 Question de M. Theo Francken à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "la communication d'informations provenant du registre de la population" (n° 18729)

11.01 Theo Francken (N-VA): Mevrouw de voorzitter, enkele weken geleden ondervroeg ik u over een bijzonder belangrijke kwestie voor de gemeenten, zijnde het vrijgeven van informatie uit het bevolkingsregister. (...) (*zonder micro*)

Mijn vraag was meer bepaald of een schepencollege, bijvoorbeeld in het geval er informatie wordt gevraagd door een school, in het kader van een opendeurdag van een gemeentelijke of katholieke basisschool, de adressen mag geven van alle elf- en twaalfjarigen, om hun aan te schrijven om zich in te schrijven in die school.

Ik heb toen gevraagd welke straf daar op stond en wanneer er sprake is van het algemeen belang. Mijn schepencollege in Lubbeek is daarover bijzonder bezorgd. Wij vragen ons af wat wij mogen en wat wij niet mogen. Ik heb toen ook verteld dat wij dat in Lubbeek eigenlijk al sinds jaar en dag doen. Als een school vraagt om adressen te krijgen om de elf- en twaalfjarigen aan te schrijven om zich in te schrijven in de desbetreffende secundaire school, dan geven wij die adressen.

Drie maanden geleden kwam er echter een e-mail met een klacht van een advocaat uit mijn gemeente. Hij heeft een klacht ingediend bij de Privacycommissie, omdat dat niet zou mogen. Mevrouw de minister, ik heb u toen ondervraagd. U zult zich dat misschien herinneren. U was toen heel moe, want u kwam net terug uit the United States of America, waar u ging overleggen over terroristen en de jihad. Het was een vrijdagnamiddag. Wij hebben toen lang gediscussieerd.

Als ik het goed begrepen heb, was u het niet eens met het antwoord dat de administratie had voorbereid, want de administratie had gezegd dat het niet mag, omdat het niet over het algemeen belang gaat. Wij hebben toen afgesproken dat ik u een maand later opnieuw zou ondervragen en dat u het met uw administratie zou bespreken. Hebt u dat ondertussen gedaan? Is er een soepelere interpretatie van het KB of de wet? Bent u het er nu mee eens dat schepencolleges en gemeentebesturen in bepaalde gevallen toch

adressen kunnen geven zonder problemen te krijgen met de Privacycommissie, aan openbare instanties zoals scholen, de cultuurraad, de jeugdraad en de sportraad.

Welke straf hangt ons bij een eventuele inbreuk boven het hoofd? U sprak over een boete tot 650 euro, maar ik wil het graag weten. Wij zijn namelijk al jaren in overtreding. Wij doen dat al jaren, net zoals al onze buurgemeenten. Wij geven die bestanden door.

U hebt toen gezegd dat het niet mocht. Mijn vraag is dus of het mag of niet.

11.02 Minister **Joëlle Milquet**: Ja.

11.03 **Theo Francken** (N-VA): Ik wil het u volgende maand opnieuw vragen.

Ik wil absolute duidelijkheid voor alle gemeentebesturen, want het komt in het magazine van de VVSG.

11.04 Minister **Joëlle Milquet**: Vorige maand heb ik daarover een nieuwe omzendbrief geschreven.

Het afleveren van personenlijsten aan scholen werd reeds toegelicht in de algemene onderrichtingen van 1 juli 2010 betreffende het houden van bevolkingsregisters. Deze laatste werden de laatste weken op mijn verzoek aangevuld en verduidelijkt, in het bijzonder met het begrip "algemeen belang". Alle gebruikers, waaronder de gemeenten, werden over deze aanvullende informatie verwittigd via de Belpictoepassing op datum van 21 juni 2013.

Ik heb voorlopig enkel een omzendbrief in het Frans. De vertaling volgt.

De vraag of een gemeentebestuur aan een school personenlijsten kan bezorgen hangt af van het concrete doeleinde waarvoor deze informatie wordt gevraagd.

11.05 **Theo Francken** (N-VA): Een opendeurdag.

11.06 Minister **Joëlle Milquet**: Dat doeleinde dient specifiek te passen bij de taak van algemeen belang die de school vervult.

Bij het beoordelen van de aanvragen tot het verkrijgen van personenlijsten dient het college van burgemeester en schepenen enige voorzichtigheid aan de dag te leggen. Het loutere feit dat de instelling die de personenlijst aanvraagt, taken van algemeen belang vervult, volstaat op zich niet om aan deze instelling de gevraagde personenlijsten af te leveren. Zo bestaat de opdracht van een school uit het verstrekken van degelijk onderwijs als pedagogisch project. Dit is een taak van algemeen belang die de school vervult. Als een school in het kader van haar pedagogische opdracht informatie uit het bevolkingsregister nodig heeft, bijvoorbeeld voor het uitvoeren van een opdracht die haar door het departement van Onderwijs is opgedragen, kan aan deze school een personenlijst worden bezorgd. Dit geldt ook in het geval dat een school een personenlijst zou vragen in het kader van het caritatief, cultureel of filantropisch doel dat zij nastreeft.

Het werven van leerlingen en het zich positioneren op de schoolmarkt behoort echter niet tot de kerntaak van een school en kan niet als een taak van algemeen belang worden beschouwd.

Bijgevolg kunnen aan een school geen personenlijsten worden verstrekt die deze toelaten leerlingen van het laatste jaar van de lagere school of hun ouders gepersonaliseerd aan te schrijven om hen aan te sporen zich bij de school in te schrijven en er de humaniorastudies aan te vatten.

In dat verband kan trouwens worden opgemerkt dat het gebruik van gegevens uit het bevolkingsregister niet het enige beschikbare middel voor een school is om het publiek te bereiken. De gemeente kan er bijvoorbeeld ook voor opteren alle scholen op haar grondgebied op de gemeentelijke website of in het gemeentelijk informatieblad te vermelden, zodat de ouders zelf contact met een school naar keuze kunnen opnemen.

Op grond van artikel 6quater van de wet van 19 juli 1991 zijn alle personen die bij het uitoefenen van hun functie bij de inzameling, de verwerking of de mededeling van de informatiegegevens uit de bevolkingsregisters optreden, aan het beroepsgeheim gehouden. Zij dienen tevens te beletten dat de

informatiegegevens waarvan sprake worden medegedeeld aan personen die niet zijn gemachtigd er inzage in te nemen.

Overeenkomstig artikel 7 van voormelde wet kunnen overtredingen op de bepaling in artikel 6quater worden gesanctioneerd met een geldboete van 26 tot 500 euro.

De uitleg ter zake staat in onze omzendbrief.

11.07 Theo Francken (N-VA): Mevrouw de minister, ik dank u voor deze heel duidelijke uitleg.

Ik neem akte van het feit dat wij met het gemeentebestuur eigenlijk al jarenlang illegaal bezig zijn geweest, aangezien wij al jaren die adressenbestanden verschaffen aan de scholen op ons grondgebied, zowel katholiek als niet-katholiek. Eigenlijk zijn wij al jaren in overtreding met de privacywetgeving. Er zijn evenwel honderden gemeentebesturen die in overtreding zijn.

Ik zou u dus met aandrang willen vragen om die richtlijn niet gewoon op de website te zetten, maar ook duidelijk te communiceren aan de gemeentebesturen. Ik zeg u heel duidelijk dat iedereen dit doet, mevrouw de minister.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

12 Vraag van de heer Theo Francken aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "het gebruik van wagens met automatische nummerplaatherkenning" (nr. 18732)

12 Question de M. Theo Francken à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "l'utilisation de véhicules munis d'un dispositif de reconnaissance automatique de plaques minéralogiques" (n° 18732)

12.01 Theo Francken (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, de lokale politie van Dendermonde zal haar wagen met automatische nummerplaatherkenning voortaan stilzetten om controles uit te voeren.

Die beslissing komt er na een verdict van de Privacycommissie dat de nummerplaatherkenningscamera's waarmee politiecombi's in ons land uitgerust zijn, alleen mogen worden gebruikt als de combi stilstaat.

Volgens de Privacycommissie zou hun impact op het privéleven veel groter zijn dan die van vaste camera's. Daarom worden mobiele camera's aan strengere regels onderworpen. Hoewel de rechter nog moet beslissen, wil de zonechef van Dendermonde geen enkel risico nemen.

Mevrouw de minister, ik kan u heel concreet zeggen dat mijn politiezone overweegt om een mobiele camera te kopen. Wij zullen echter geen mobiele camera kopen die naar schatting 120 000 euro kost om die vervolgens stil te moeten zetten. Dat begrijpt u vast. Ofwel kopen we gewoon een vaststaande camera, ofwel kopen we een mobiele camera in een wagen, maar dan mogen wij hem ook mobiel gebruiken.

De Privacycommissie zegt dat men de camera niet mag gebruiken, want misschien flitst men wel iets dat niet mag worden gezien. Wat een stupiditeit is dat weeral.

Ik val vaak achterover van die Privacycommissie. Ik ben nochtans liberaal ingesteld en sta op de privacy van mensen.

U moet mij echter eens het volgende uitleggen. Een politiezone zoals de mijne, die veel inbraken kent langs de twee autosnelwegen, de E40 naar Luik en de E314 naar Genk, wil al rijdend aan automatische nummerplaatherkenning doen, niet flitsend, maar wel gevevendetecterend.

Stel dat men een wagen ziet met een Poolse of Bulgaarse nummerplaat, of een bestelwagen met een Belgische nummerplaat waarvan men zich afvraagt wat die daar om 23 u 30 komt doen. Men kan dan even kijken in de ANG of die nummerplaat geseind staat, wat ermee is gebeurd, van wie die wagen is enzovoort. Men kan even aan de kant gaan. De Privacycommissie zegt dat dit niet mag, want dat men dan te veel kan

rondkijken.

Ik weet niet waar men anders kan kijken als men op straat rijdt. Wat is er nu privé aan als men in mijn gemeente gewoon door de straten rijdt? Kijkt men in iemands huiskamer? Ik denk het niet. Kijkt men in de privésfeer? Ik denk het niet. Er passeren daar dagelijks honderdduizenden wagens.

Mevrouw de minister, bent u het eens met het verdict van de Privacycommissie? Geven uw diensten de zonechefs het advies om de mobiele controles voorlopig op te schorten of doet de Dendermondse zonechef dat geheel uit eigen beweging? Dat is mijn heel concrete vraag.

Er zijn al tientallen zones met een dergelijke camera. Mag dat dan niet meer? Worden die nu dan nog gebruikt? Ze kosten immers heel veel.

Welke maatregelen zult u nemen om dit alsnog mogelijk te maken? Ik neem aan dat u voor het gebruik van die mobiele camera's bent om zo een aantal rondtrekkende daderbendes, vooral uit Oost-Europa, te traceren en eindelijk ook op te pakken.

12.02 Minister **Joëlle Milquet**: Mijnheer de voorzitter, ik ken de problematiek en ga volledig akkoord met u, mijnheer Francken. Daarom heb ik een wetsontwerp voorbereid. Ik wacht momenteel op het advies van de Privacycommissie. Op basis van het nieuwe wetsontwerp zullen de verschillende mobiele ANPR worden goedgekeurd, en zo ook mobiele camera's voor de politiewagens. In afwachting van het advies zullen wij onze werkgroep beginnen.

De eerste lezing van het ontwerp in de Ministerraad zal waarschijnlijk plaatsvinden in augustus. Het ontwerp handelt onder meer ook over *drones*, camera's gemonteerd op vliegende toestellen. Uiteraard zal het gebruik hiervan worden beperkt. Het past echter in een aanpassing van de wetgeving aan de nieuwe technologische behoeften.

12.03 **Theo Francken** (N-VA): Mevrouw de minister, ik kijk er echt naar uit. Toen ik het bericht in de krant las, dacht ik dat het weer een Belgische grap was. Het kan toch niet dat het in Dendermonde niet meer is toegestaan door de Privacycommissie.

12.04 Minister **Joëlle Milquet**: Nu staat het in de wet.

12.05 **Theo Francken** (N-VA): Volgens de wet mag men met een mobiele camera rondrijden. Het is de Privacycommissie echter die zegt dat de privacy te veel wordt geschonden.

12.06 Minister **Joëlle Milquet**: Ja, dat weet ik wel.

12.07 **Theo Francken** (N-VA): Die mobiele camera's rijden volgens mij trouwens al een jaar of vijf rond in Vlaanderen, of in België. Ik weet dat de politiezone Tienen al drie of vier jaar zo'n auto gebruikt. Daar is nooit een probleem mee geweest. Ineens valt er nu een verdict van de Privacycommissie over Dendermonde en alles valt plat. Als men nu nog een boete uitschrijft, kan men die immers juridisch niet meer hard maken.

12.08 Minister **Joëlle Milquet**: Er is een wettelijke basis, maar de wet is niet zo duidelijk. Daarom moeten wij de aanpassing ervan absoluut doorvoeren.

12.09 **Theo Francken** (N-VA): Ik kijk ernaar uit, zeker voor de *drones*, want u weet dat ik militair expert ben.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

13 **Vraag van de heer Theo Francken aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "het recht op inzage in de notulen van het politiecollege" (nr. 18733)**

13 **Question de M. Theo Francken à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "le droit de consulter les rapports du collège de police" (n° 18733)**

13.01 **Theo Francken** (N-VA): Mevrouw de minister, ik zal proberen mijn vraag kort te houden. Ik ben sinds

kort burgemeester en dan krijgt men van die burgemeestersvragen die men anders nooit van zijn leven zou bedenken. Blijkbaar is er een vraag over de inzage van de notulen van het politiecollege. Ik vraag u eigenlijk, op aangeven van mijn gemeentesecretaris, hoe het nu precies zit met de notulen van het politiecollege als het gaat over een meergemeentezone. Blijkbaar is de wet niet helemaal duidelijk. Heeft de gemeentesecretaris een inzagerecht in de notulen van het college van een meergemeentezone? Dat is een eerste vraag. Kunt u met ja of neen antwoorden?

Mijn gemeentesecretaris zegt dat Antwerpen één politiezone is. De gemeentesecretaris zit daar bij en heeft dus sowieso inzage in de notulen. Lubbeek maakt echter deel uit van een meergemeentezone en ik heb nog nooit van mijn leven de notulen gezien van het politiecollege. Is dat normaal? Blijkbaar is de wet daar niet duidelijk over.

Als wij uitleg vragen aan de administratie van Binnenlands Bestuur krijgen we daarover geen uitsluitel. Ik vraag het u nu dus eens en voor altijd.

Ten eerste, kan een gemeentesecretaris van een van de vier gemeenten uit ons politiecollege inzage krijgen in de notulen van het politiecollege? Is dat rechtsgeldig?

Ten tweede, kunnen de leden van de politieraad inzage krijgen in de notulen van het politiecollege, zoals de gemeenteraadsleden inzage krijgen in de notulen van het schepencollege? Is dat dezelfde regeling? Ook daarover is er blijkbaar al jaren discussie.

Mevrouw de minister, kunt u de knoop doorhakken en hier duidelijkheid geven voor de honderden gemeenten en politieraden in dit land?

13.02 Minister **Joëlle Milquet**: Mijnheer de voorzitter, mijnheer Francken, zoals u zegt, neemt de gemeentesecretaris in een ééngemeentezone ambtshalve deel aan de vergaderingen van het college van burgemeester en schepenen, maar niet aan de vergaderingen van het politiecollege. Dat is immers een bestuursorgaan dat zich exclusief situeert op het niveau van de meergemeentezone. In deze hoedanigheid staat de gemeentesecretaris onder meer in voor het opstellen van de notulen, waaruit volgt dat hij aldus beschikt over meer dan louter een recht op inzage. In een meergemeentezone wordt de functie van opsteller behartigd door de politiesecretaris. Dat is een lid van het CALog-personeel van het lokale politiekorps of een lid van een gemeentelijke administratie van de politiezone, wat in dit geval ook de gemeentesecretaris kan zijn.

De politieraadsleden hebben het recht om de notulen van het politiecollege in te zien, gelet op het feit dat er geen regeling bestaat tot automatische overdracht hiervan. Het inzagerecht wordt geregeld door artikel 84, § 1 van de nieuwe gemeentewet en van toepassing verklaard op de politieraadsleden via artikel 27 van de wet op de geïntegreerde politie. Algemeen gesteld hebben politieraadsleden recht op inzage in elke akte en elk stuk betreffende het bestuur van de politiezone, rekening houdend met de voorwaarden bepaald in het reglement van orde van de respectievelijke bestuurlijke organen.

Onder "akte" of "stuk" wordt verstaan elk bij het bestuur berustend bestuursdocument, ongeacht de drager en ongeacht het stadium van de besluitvorming waarin het stuk werd opgemaakt.

13.03 **Theo Francken** (N-VA): Mevrouw de minister, ik dank u voor uw antwoord, maar het is mij niet helemaal duidelijk. Ik begrijp dat de politieraadsleden het kunnen inkijken, maar dat het niet automatisch wordt overgedragen. Het wordt niet verzonden, maar ligt ter inzage bij de politie. Dat begrijp ik en daarmee ben ik het eens.

Dat is hetzelfde systeem als voor de gemeenteraad, waarbij een gemeenteraadslid de notulen van het college kan inkijken op de gemeente. Maar wat met de gemeentesecretaris als de zone bestaat uit meerdere gemeenten?

13.04 Minister **Joëlle Milquet**: Als de gemeentesecretaris de secretaris van de politieraad is...

13.05 **Theo Francken** (N-VA): Neen, bij ons is dat iemand van het politiepersoneel.

13.06 Minister **Joëlle Milquet**: In dat geval heeft hij geen directe toegang tot de notulen.

13.07 **Theo Francken** (N-VA): Dat is toch totaal onlogisch?

13.08 **Minister Joëlle Milquet**: Men kan natuurlijk informatie uitwisselen tussen de politiezone en de gemeenten.

13.09 **Theo Francken** (N-VA): Dat is precies mijn punt. Daar gaat het juist over, mevrouw de minister.

De gemeentesecretaris van Antwerpen of Leuven is gewoon aanwezig op de politieraad. Hij heeft notie van alles. Hij is van rechtswege aanwezig. Als het gaat over een zone met verschillende gemeenten wordt de gemeentesecretaris van een kleine gemeente zoals Lubbeek niet uitgenodigd.

Mijn gemeentesecretaris vraagt om de notulen te ontvangen van de politieraad, omdat hij op de hoogte wil blijven. Om professioneel te kunnen werken, wil hij weten wat de politie doet. Ik vind dat normaal. Ik heb daar persoonlijk geen probleem mee. Als de zone samenvalt met de gemeente mag dat wel. Beersel heeft 24 000 inwoners en is een politiezone. De gemeentesecretaris is daar ook aanwezig op de politieraad. Lubbeek heeft 14 000 inwoners, maar zit in een politiezone met vier gemeenten en 45 000 inwoners.

Mijn vraag is heel duidelijk. Mag een gemeentesecretaris die niet instaat voor de notulen, de notulen ontvangen via mail? Mag hij die notulen inzien?

13.10 **Minister Joëlle Milquet**: In feite staat dat niet duidelijk in de wet.

13.11 **Theo Francken** (N-VA): Dat is de reden waarom ik u het vraag.

13.12 **Minister Joëlle Milquet**: Binnenkort kom ik met een wetsontwerp houdende diverse bepalingen. Wij kunnen hierover iets toevoegen. Het is totaal onlogisch dat een gemeentesecretaris geen toegang zou hebben tot de notulen van de politieraad van een meergemeentezone.

In het wetsontwerp zouden wij een bepaling kunnen invoegen om de directe toegang te regelen. Het gaat hier over een kleine wijziging van de huidige wetgeving, zodat dat mogelijk wordt.

13.13 **Theo Francken** (N-VA): Mevrouw de minister, ik dank u zeer hartelijk daarvoor. Zoals u toegeeft, is de wet op dit moment bijzonder onduidelijk. Het is ook totaal onlogisch. Ik hoop dat u met dat wetsontwerp komt, waardoor wordt verduidelijkt dat de gemeentesecretaris van een gemeente die deel uitmaakt van een politiezone met meerdere gemeenten ook de notulen toegezonden krijgt, en zo op de hoogte blijft. Het gaat om iets dat heel veel geld kost. In mijn gemeente kost dat 1 miljoen euro per jaar op een budget van 17 miljoen euro. Misschien zal de N-VA dan wel voor de programmawet stemmen.

13.14 **Minister Joëlle Milquet**: Normaal krijgt de burgemeester de notulen.

13.15 **Theo Francken** (N-VA): Maar ik mag dat niet doorsturen. Mijn politiecommissaris zegt dat ik het niet mag doorsturen.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

Le **président**: Chers collègues, il reste deux questions déposées par votre serviteur, madame la ministre.

14 Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "l'incendie survenu à la centrale de Cattenom le 7 juin" (n° 18645)

14 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de brand in de kerncentrale van Cattenom op 7 juni" (nr. 18645)

14.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Madame la ministre, le vendredi 7 juin dernier, un transformateur électrique a pris feu à la centrale nucléaire française de Cattenom, située dans le département de la Moselle à proximité du territoire belge. L'incident a entraîné l'arrêt du réacteur numéro 1 de la centrale, suite à la

rupture d'alimentation électrique et l'évacuation du personnel de l'unité de production.

Bien que l'importance du sinistre et ses potentielles conséquences sanitaires et en matière de sécurité soient minimisées par l'exploitant, il me semble important de faire le point avec vous sur les informations dont vous disposez par rapport à ce nouvel incident dans une centrale nucléaire française située dans une région limitrophe.

Madame la ministre, quelle a été la gravité de cet incident? Un plan d'urgence a-t-il été déclenché? Des informations vous ont-elles été transmises ainsi qu'au gouverneur de la province de Luxembourg par les autorités françaises à propos de cet incident? À quelle date? Êtes-vous satisfaite de cet échange d'informations? Le cas échéant, qu'estimez-vous nécessaire de modifier pour améliorer le flux d'informations? Des contacts bilatéraux France-Belgique sont-ils prévus à bref délai en vue d'échanges quant à la sécurité des installations nucléaires de Chooz et de Cattenom? Si oui, à quelle date et avec quel ordre du jour?

14.02 Joëlle Milquet, ministre: Monsieur Gilkinet, le 7 juin, l'AFCN a été prévenue d'un incendie sur la partie non nucléaire du réacteur numéro 1 de Cattenom. Toutes les informations sur l'incident sont disponibles sur le site internet de l'ASN, l'autorité de sûreté nucléaire française, compétente pour l'installation. Je vous y renvoie car tout y est détaillé.

Néanmoins, je peux vous communiquer les informations suivantes. En fait, c'est le transformateur électrique, appelé transformateur de soutirage, par lequel le réacteur est alimenté en électricité en fonctionnement normal, qui a pris feu, ce qui a entraîné un dégagement de panaches de fumée noire. Ce réacteur s'est aussitôt automatiquement arrêté.

Le plan d'urgence interne a été déclenché pour mobiliser l'ensemble des ressources nécessaires à la gestion d'événements. Les pompiers ont été prévenus. Ils se sont rendus sur le site. Des personnes ont été évacuées. L'incendie a été rapidement maîtrisé. Aucune victime n'est à déplorer. Le plan d'urgence a été levé le 9 juin au matin.

Ce départ de feu n'a fait aucun blessé et n'a eu aucune conséquence, d'après les différentes autorités, sur la sûreté des installations et l'environnement. Le transformateur de soutirage permet, en fonctionnement normal, d'alimenter le réacteur en électricité. Le site dispose de deux lignes d'alimentation électrique. La ligne auxiliaire a donc pris le relais à la suite de la perte du transformateur de soutirage.

Par ailleurs, des groupes électrogènes de secours ont été installés pour pouvoir approvisionner un réacteur en électricité en cas de perte totale des alimentations externes. Toutefois, on n'a pas jugé nécessaire de les mettre en service dans le cadre de cet événement.

Les expertises pour déterminer l'origine de l'incident sont en cours. Le remplacement du transformateur interviendra dès que possible. L'arrêt pour simple rechargement de l'unité de production numéro 1 prévu début juillet a été anticipé; il donc lieu en ce moment. Des inspecteurs de l'ASN se sont rendus sur place pour examiner les modalités et les conditions dans lesquelles cet incendie s'est déclenché. L'événement a été classé sur l'échelle INES, mais nous ne connaissons pas le niveau de classement choisi par les autorités françaises.

14.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Madame la ministre, ce qui m'intéressait, ce n'était pas d'entendre les informations qui figurent sur le site de l'ASN mais de connaître les interactions entre nos deux États au sujet de cet incident, heureusement sans gravité. Avons-nous été informés du dossier?

14.04 Joëlle Milquet, ministre: Oui, nous en avons été informés.

Par ailleurs, comme je l'ai fait avec Manuel Valls pour le renforcement du cadre transfrontalier en matière de sécurité, nous sommes en train de discuter avec la Hollande et la France pour optimiser l'échange d'informations et organiser la gestion de crise commune, comme la réalisation d'exercices communs afin de nous permettre d'être prêts en matière de protection civile, en cas de besoin.

14.05 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Madame la ministre, je vous en félicite.

C'est une préoccupation que nous portons de façon récurrente, notamment à l'égard de la centrale de Chooz qui est plus proche de notre territoire encore que celle de Cattenom.

Comme je le dis depuis 2007, depuis que je siége dans ce parlement, les interactions doivent être beaucoup plus importantes. En cas d'accident nucléaire, les frontières ne comptent plus. Or j'ai pu détecter des lacunes en la matière. Je ne peux donc que vous encourager à renforcer cette collaboration.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

15 **Question de M. Georges Gilkinet à la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur "l'audit effectué à la centrale de Chooz" (n° 18752)**

15 **Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de vice-eersteminister en minister van Binnenlandse Zaken en Gelijke Kansen over "de audit van de kerncentrale van Chooz" (nr. 18752)**

15.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Madame la ministre, depuis le 17 juin, un jury international composé de treize experts effectue un audit de la centrale nucléaire de Chooz, à proximité immédiate de la frontière belge et littéralement enclavée en Belgique.

Au sein de cette mission OSART (*Operational safety review team*) mise en place par l'AIEA, d'après mes informations, on retrouve notamment un expert issu de notre pays. La mission se déroulera sur trois semaines au cours desquelles dix thèmes seront traités dont le management, la formation et la qualification, les plans d'urgence, etc.

Il s'agit de la première inspection de ce type depuis l'ouverture de la centrale de Chooz il y a dix-sept ans.

Le rapport sera, semble-t-il, remis au premier ministre français. De nouveau, je voudrais identifier les interactions entre nos deux États sur le sujet.

L'État belge a-t-il été associé à la définition de la mission de l'équipe d'experts? Dans quel délai, si vous en êtes informée, les premiers résultats seront-ils disponibles? Les parlementaires belges pourront-ils obtenir copie du rapport de l'OSART pour Chooz et éventuellement pour d'autres centrales situées à proximité des frontières belges qui feraient l'objet du même type d'inspection?

Disposez-vous de premiers enseignements même si l'étude n'a commencé que depuis huit jours? D'autres centrales belges seront-elles prochainement auditées par des missions de même type? Si oui, lesquelles et dans quel délai?

En raison d'un problème technique, une partie de l'enregistrement digital fait défaut. Pour la réponse à la question n° 18752 de M. Gilkinet, le compte rendu se base exceptionnellement sur le texte remis par la ministre.

Ingevolge een technisch mankement ontbreekt een deel van de digitale geluidsopname. Voor het antwoord op vraag nr. 18752 van de heer Gilkinet steunt het verslag uitzonderlijk op de tekst die de de minister heeft overhandigd.

15.02 **Joëlle Milquet**, ministre: Monsieur Gilkinet, les audits de type OSART sont demandés par les pays où est installée la centrale nucléaire auprès de l'AIEA, à Vienne, laquelle compose pour chaque mission une équipe d'experts internationaux en fonction des disponibilités. Les États membres de l'AIEA n'interviennent en aucune manière dans la définition de la mission ou dans la composition de l'équipe d'audit. Par définition, l'État belge n'est donc pas impliqué dans l'organisation de l'audit OSART à Chooz. Cependant, les autorités belges ont été informées de l'organisation de cette mission par leurs homologues françaises, entre autres lors de la réunion franco-belge du 17 mai dernier.

C'est en effet la première fois que le site nucléaire de Chooz accueille une mission OSART. N'oublions cependant pas qu'il s'agit de la 25^e mission de ce type organisée en France. La dernière a eu lieu à Gravelines en novembre dernier.

La mission à Chooz se déroule du 17 juin au 4 juillet. Les résultats seront communiqués sous la forme d'un rapport officiel de l'AIEA qui sera publié environ 6 mois après la réalisation de l'audit.

Le rapport officiel de la mission est soumis par les voies officielles à l'État membre qui a demandé la mission OSART. Sa diffusion est d'abord limitée à l'AIEA, aux membres de l'équipe OSART ainsi qu'à la compagnie d'électricité et à l'autorité de sûreté concernée. Sa communication à toute autre instance à ce stade est à la discrétion de l'État membre. Nonante jours après sa publication, le rapport officiel est automatiquement mis en diffusion générale, sauf demande contraire du pays hôte.

Tous les rapports des précédentes missions OSART en France sont disponibles sur le site web de l'ASN, l'autorité de sûreté nucléaire française. Celui de la mission à Gravelines n'est toutefois pas encore disponible.

Les centrales nucléaires de Tihange et de Doel ont, elles aussi, fait l'objet d'un audit OSART, respectivement en mai 2007 et en mars 2010. La mission dite "de suivi" a également déjà eu lieu, respectivement en janvier 2009 pour Tihange et en mars 2012 pour Doel. Les rapports de l'AIEA relatifs à ces quatre missions peuvent être consultés sur le site web de l'AFCN.

15.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Madame la ministre, je vous remercie de ces précisions. Si j'ai bien compris, le rapport sera transmis dans les six mois à venir au ministre français compétent et il ne sera disponible pour les autorités étrangères que nonante jours plus tard. Étant donné que la centrale de Chooz est située davantage en Belgique qu'en France, puisqu'elle est enclavée dans l'arrondissement de Philippeville, il serait utile – vu vos bonnes relations avec le gouvernement français - d'obtenir le plus rapidement possible copie de ce rapport. Il devrait faire l'objet d'une discussion soit dans cette commission soit dans la sous-commission relative à la sécurité nucléaire.

Comme je l'ai dit dans ma précédente réplique, les problèmes qui peuvent résulter d'un accident survenu dans une centrale nucléaire ne connaissent pas de frontières. C'est pourquoi il faut redoubler nos efforts en termes de surveillance de ce site. Vous avez aussi cité Gravelines. Dans la précédente question, j'avais mentionné Cattenom. Vous dites y être attentive, et je m'en réjouis.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

*La réunion publique de commission est levée à 18.22 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 18.22 uur.*